

NATIONS UNIES



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE

# 2112<sup>e</sup>

SÉANCE : 15 JANVIER 1979

NEW YORK

---

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2112) .....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
Télégramme, en date du 3 janvier 1979, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Premier Ministre chargé des affaires étrangères du Kampuchea démocratique (S/13003) .....	1

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2112e SÉANCE

Tenue à New York le lundi 15 janvier 1979, à 15 h 30.

*Président* : M. Donald O. MILLS (Jamaïque).

*Présents* : Les représentants des Etats suivants : Bangladesh, Bolivie, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Jamaïque, Koweït, Nigéria, Norvège, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zambie.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2112)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Télégramme, en date du 3 janvier 1979, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Premier Ministre chargé des affaires étrangères du Kampuchea démocratique (S/13003).

*La séance est ouverte à 16 h 20.*

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

Télégramme, en date du 3 janvier 1979, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Premier Ministre chargé des affaires étrangères du Kampuchea démocratique (S/13003)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Conformément aux décisions prises antérieurement, j'invite la délégation du Kampuchea démocratique à prendre place à la table du Conseil et les représentants de l'Australie, de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de l'Indonésie, du Japon, de la Malaisie, de la Mongolie, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de Singapour, du Soudan, de la Thaïlande, du Viet Nam et de la Yougoslavie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

*Sur l'invitation du Président, la délégation du Kampuchea démocratique prend place à la table du Conseil; M. Anderson (Australie), M. Yankov (Bulgarie), M. Roa Kouri (Cuba), M. Halász (Hongrie), M. Anwar Sani (Indonésie), M. Abe (Japon), Tan Sri Zaïton Ibrahim (Malaisie), M. Dashtseren (Mongolie), M. Francis (Nouvelle-Zélande), M. Yango (Philippines), M. Jaroszek (Pologne), M. Zachmann (République démocratique allemande), M. Koh (Singapour), M. Sahloul (Soudan), M. Guna-Kasem (Thaïlande), M. Ha Van Lau (Viet Nam) et M. Komatina (Yougoslavie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise à la séance de ce matin, le Conseil de sécurité doit se prononcer immédiatement sur les projets de résolution dont il est saisi.

3. Je voudrais informer le Conseil que le représentant de la Chine m'a indiqué qu'en raison des efforts faits par les auteurs du projet de résolution présenté au nom des pays non alignés, la Chine ne demande pas, au stade actuel, que soit mis aux voix le projet de résolution qui fait l'objet du document S/13022.

4. Je vais donc mettre aux voix le projet de résolution présenté par le Bangladesh, la Bolivie, le Gabon, la Jamaïque, le Koweït, le Nigéria et la Zambie, qui figure dans le document S/13027.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour* : Bangladesh, Bolivie, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Jamaïque, Koweït, Nigéria, Norvège, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zambie.

*Votent contre* : Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Il y a 13 voix pour et 2 voix contre.*

*L'une des voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'est pas adopté.*

5. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Plusieurs délégations ont demandé à prendre la parole après le vote. Je leur donne maintenant la parole.

6. M. CHEN Chu (Chine) [*interprétation du chinois*] : La délégation chinoise a étudié avec soin le projet de résolution présenté par le Bangladesh, la Bolivie, le Gabon, la Jamaïque, le Koweït, le Nigéria et la Zambie [S/13027]. A notre avis, ce projet de résolution n'est pas assez ferme. Toutefois, nous nous sommes félicités des efforts déployés par les Etats membres non alignés du Conseil pour présenter ce projet, estimant que, fondamentalement parlant, il condamne en fait les autorités vietnamiennes pour avoir défié la Charte des Nations Unies et commis une agression armée contre le Kampuchea démocratique et demande au Viet Nam de retirer immédiatement ses forces militaires d'invasion du Kampuchea démocratique. Comme ce projet de résolution contient ainsi les éléments fondamentaux minimums, nous avons décidé de l'appuyer, estimant que le Conseil de sécurité et le Secrétaire général devraient immédiatement prendre des mesures efficaces pour assurer la prompt exécution d'une telle résolution.

7. Les éléments suivants se dégagent clairement du débat qui a eu lieu ces derniers jours :

— Premièrement, tous les membres du Conseil et de nombreux non-membres, sauf ceux du bloc soviétique, ont condamné à l'unanimité les autorités vietnamiennes pour cette guerre barbare et non déclarée lancée contre le Kampuchea démocratique et pour l'occupation militaire de ce pays, qui est un petit pays faible et non aligné; cette guerre, le Viet Nam l'a lancée avec le soutien absolu de l'Union soviétique, tous deux poursuivant leurs objectifs respectifs d'hégémonisme plus ou moins vaste, ce qui a démontré sans aucun doute possible qui est l'agresseur et qui est la victime de l'agression. Il convient de souligner que l'Union soviétique et le Viet Nam eux-mêmes n'osent pas soutenir qu'il n'y a pas présence de troupes vietnamiennes sur le territoire de Kampuchea démocratique.

— Deuxièmement, la majorité écrasante des membres du Conseil et la grande majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies reconnaissent le Gouvernement du Kampuchea démocratique comme le seul gouvernement légitime et le représentant authentique du peuple kampuchéen. Tous exigent avec force que le Viet Nam mette immédiatement fin à son crime d'agression contre le Kampuchea démocratique et retire immédiatement toutes ses forces d'agression du Kampuchea en vue de garantir la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique et d'assurer la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est, dans cette région du Pacifique et dans le monde entier.

— Troisièmement, l'Union soviétique, le Viet Nam et quelques autres satellites à tendance soviétique se sont livrés à toutes sortes de manœuvres, utilisant les termes les plus insultants et cherchant toutes espèces de prétextes pour inverser le bien et le mal et légaliser les actes criminels d'agression armée du Viet Nam contre le Kampuchea. Plus ils agissent de la sorte, plus ils révèlent leur sinistre visage et plus ils tombent dans l'isolement. Comme un proverbe chinois le dit, "ils sont surveillés de tous et dénoncés de chacun". En recourant à un autre veto, l'Union soviétique révèle son ambition rapace de pousser son hégémonie dans toutes les parties du monde en violation flagrante des buts et principes des Nations Unies. Une telle conduite rendra encore plus conscients les peuples du monde.

8. Ces jours derniers, l'Union soviétique et ceux qui lui emboîtent le pas, grands et petits, ont fait à plusieurs reprises des déclarations pleines de calomnies et de médisances honteuses contre la Chine. Pour ne pas nous laisser prendre aux tactiques de retards et de discussions, nous nous sommes abstenus d'exercer immédiatement notre droit de réponse. Je me vois maintenant obligé de répondre rapidement à certaines de ces attaques afin de mettre au point le compte rendu.

9. Au cours des derniers jours, le représentant vietnamien a, plus d'une fois, avancé des arguments absurdes pour justifier l'invasion armée massive du Kampuchea démocratique et s'est plu à accumuler des calomnies et des diffamations pleines de venin contre la Chine. Cependant, aucun mensonge ne permet de camoufler l'inéluctable vérité. Il me suffira de dire ce qui suit.

10. Premièrement, le représentant du Viet Nam a persisté à dire que ce qui s'était produit n'était pas une invasion armée massive du Kampuchea démocratique mais une prétendue "insurrection" du peuple kampuchéen et une "guerre civile" au Kampuchea. Ces sales mensonges ont été réduits à rien depuis longtemps par une opinion mondiale équitable. Ces mensonges fabriqués par le Viet Nam sont tellement maladroits qu'ils ne tromperaient même pas les élèves des petites classes, comme l'ont justement dit certains représentants dans leurs déclarations. Aussi ne me donnerai-je pas la peine de m'y attarder.

11. En fait, ce sont là les tromperies habituelles de tous les agresseurs de l'histoire présentant un fantoche pour essayer de donner une apparence de légalité à leur agression et leur annexion d'un Etat souverain. La seule chose est que, cette fois, les autorités vietnamiennes sont plus éhontées et plus maladroites encore dans leur comportement. On a dit qu'une organisation composée d'une poignée de fantoches amenés à Phnom Penh par les forces d'agression vietnamiennes a maintenant changé de nom, se disant "République". Cependant, un fantoche reste un fantoche quelque nom qu'il se donne. Son objectif est simplement de préparer le terrain à l'établissement d'une prétendue "fédération indochinoise" sous le contrôle exclusif du Viet Nam et aux fins d'une nouvelle expansion soviétique en Asie et en Extrême-Orient. Dirigées par l'Union soviétique, les autorités vietnamiennes peuvent envahir le Kampuchea aujourd'hui et, le lendemain, en faire autant dans les Etats voisins. Comme l'a dit avec perspicacité le Ministre des affaires étrangères de Singapour, M. Rajaratnam, "les Vietnamiens ont établi un Front uni pour le salut national du Kampuchea. Nous nous demandons si, dans deux ans, il ne leur faudra pas constituer d'autres fronts de salut pour les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est". A notre avis, ce genre de préoccupation n'est pas injustifié.

12. Deuxièmement, comme un voleur qui crie "au voleur", le représentant vietnamien a cherché à créer l'impression que c'était le Kampuchea qui avait "lancé" une "agression" et une "guerre de frontière" contre le Viet Nam et non le Viet Nam qui avait lancé une invasion armée du Kampuchea. C'est encore moins croyable. Comme tous le savent, le Viet Nam avait depuis longtemps médité un plan pour annexer le Kampuchea. C'est une étape importante dans sa recherche de l'hégémonie régionale et dans son service à l'expansionnisme mondial soviétique. Comme son plan s'est heurté à la ferme résistance du Kampuchea démocratique, il n'a pas hésité à recourir ouvertement à des moyens d'agression militaire pour réaliser ses ambitions. Il y a peu de temps, le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, M. Nguyen Duy Trinh, a affirmé avec insolence que le Viet Nam pourrait s'emparer de Phnom Penh en 24 heures s'il le voulait. Cette phrase à elle seule révèle l'intention réelle des autorités vietnamiennes, sans parler du fait édifiant qu'à l'heure actuelle plus d'une centaine de milliers de troupes régulières vietnamiennes occupent de vastes étendues du territoire kampuchéen, y compris Phom Penh, tandis que le Kampuchea démocratique n'a pas un seul soldat sur le sol vietnamien. Ce fait à lui seul montre de manière incontestable qui est l'agresseur et qui est la victime de l'agression.

13. Troisièmement, le représentant du Viet Nam a également essayé de donner l'impression que l'agression du Viet Nam contre le Kampuchea avait été "provoquée" par la Chine et émanait de l'intention de la Chine de pratiquer une prétendue "politique d'expansion" en Asie du Sud-Est. C'est une manœuvre absolument méprisante de pure diffamation, qui bien sûr ne trompe personne.

14. Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours jugé qu'il était de leur devoir international sacré de soutenir toutes les luttes justes contre l'agression. Dans cet esprit, depuis la fondation de la Chine nouvelle, et alors que le Viet Nam était en difficulté, le peuple chinois n'a pas hésité à consentir les plus grands sacrifices nationaux et n'a pas ménagé ses efforts pour apporter son soutien et son aide au Viet Nam. C'est un fait que connaissent les peuples du monde entier, y compris le peuple du Viet Nam. Mais lorsque les autorités vietnamiennes pensèrent qu'elles étaient devenues assez puissantes pour poursuivre l'hégémonisme régional avec le soutien du social impérialisme soviétique dans une tentative délibérée pour annexer le Kampuchea démocratique, la Chine a, à maintes reprises, rappelé aux autorités vietnamiennes qu'elles devaient songer aux intérêts généraux et faire preuve de retenue. Se sentant rassurées et enhardies, cependant, les autorités vietnamiennes ont persisté dans leur voie téméraire. Dans ces conditions, les sympathies et le soutien de la Chine ne pouvaient aller, tout naturellement, qu'au Kampuchea démocratique victime de l'agression du Viet Nam. Voilà pourquoi les autorités vietnamiennes, faisant tout à coup volte-face, ont rendu le mal pour le bien et ont passé leur colère sur la Chine. En conséquence, elles ont eu recours à toutes sortes de moyens méprisables en poursuivant une politique antichinoise. Les autorités vietnamiennes ont persécuté et expulsé avec brutalité, sur une grande échelle, des ressortissants chinois et des personnes d'origine chinoise vivant au Viet Nam. En même temps, elles ont effectué d'incessantes provocations le long de la frontière sino-vietnamienne et ont provoqué la tension en suscitant des incidents, en faisant des incursions en territoire chinois, tuant et blessant des frontaliers chinois. Cette situation a pris des proportions intolérables.

15. Il convient également de rappeler que le Viet Nam ne s'est joint au mouvement non aligné pendant deux ans avant de conclure un traité d'alliance militaire avec l'URSS. Après cela, les autorités vietnamiennes ont ouvertement déclaré qu'elles partageaient le même destin que le social impérialisme soviétique et qu'elles étaient prêtes à être le "solide avant-poste" du Pacte de Varsovie sous contrôle soviétique dans l'Asie du Sud-Est. D'autre part, elles ont ensuite lancé, avec l'appui total de l'Union soviétique, une guerre massive d'agression contre le Kampuchea démocratique, vraiment non aligné. N'est-ce pas la preuve concluante que le Viet Nam, sous le couvert du non-alignement, a conclu une alliance de fait avec l'Union soviétique et constitue une force de choc du social impérialisme qui poursuit son hégémonie mondiale en Asie du Sud-Est ?

16. Quant aux propos insultants du représentant de Cuba contre la Chine, je n'en dirai que quelques mots.

17. Tout d'abord, Cuba s'est vendue au socio-impérialisme soviétique et a contraint de jeunes Cubains innocents à servir de mercenaires et de chair à canon à l'Union soviétique qui poursuit l'hégémonie mondiale. Ce rôle peu glorieux de Cuba est connu du monde entier; c'est un rôle bien triste et bien déplorable.

18. Ensuite, Cuba et le Viet Nam ont en fait conclu des alliances en bonne et due forme avec l'Union soviétique et sont devenus deux chevaux de Troie envoyés par l'Union soviétique dans le mouvement non aligné. Ils se sont volontairement fait les hommes de main, les outils de l'agression et de l'expansion soviétiques, l'un à l'est et l'autre à l'ouest, comme Tweedledum et Tweedledee d'*Alice au pays des merveilles*. Et ils sont vraiment "un". Maintenant, ils s'efforcent de saper le mouvement des non-alignés en brandissant l'étendard du non-alignement. Par exemple, les actes odieux de l'un et l'autre à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Belgrade ont été dévoilés par un nombre croissant de pays non alignés. Il n'y a donc presque plus preneur.

19. Enfin, les termes honteux et très insultants dont s'est servi le représentant de Cuba pour se livrer à des attaques personnelles contre les dirigeants respectés du peuple chinois et le prince Sihanouk, lui-même respecté du monde entier, ne peuvent que révéler l'abîme dans lequel Cuba a sombré. Ils sont même indignes d'être réfutés. Le faire serait nous abaisser nous-mêmes.

20. Ce n'est certes pas par hasard que les représentants du Viet Nam, de Cuba et de l'Union soviétique entonnent la même chanson et se servent des mêmes termes dans leurs attaques injustifiées contre la Chine. Etant donné que l'Union soviétique a fait de son mieux pour empêcher le Conseil de sécurité d'examiner la grave agression commise par le Viet Nam contre le Kampuchea démocratique et que l'actuelle invasion massive du Kampuchea a été effectuée par le Viet Nam avec le soutien et l'encouragement directs de l'Union soviétique, on peut tirer la conclusion fondamentale que voici : le socio-impérialisme soviétique est le criminel numéro un, le responsable de l'agression massive actuellement menée contre le Kampuchea par les autorités réactionnaires du Viet Nam.

21. Cette nouvelle guerre massive d'agression contre le Kampuchea menée par les autorités vietnamiennes a complètement révélé l'hégémonisme régional des autorités vietnamiennes, de même que l'hégémonisme mondial de l'Union soviétique. C'est le fruit de la collaboration entre le grand et le petit hégémonisme. Pour dire les choses crûment, les autorités vietnamiennes veulent se servir de l'appui soviétique pour réaliser leur "grand dessein" — établir une "fédération indochinoise" et rechercher l'hégémonie dans toute l'Asie du Sud-Est — tandis que l'Union soviétique veut profiter de l'ambition des autorités vietnamiennes pour parachever son déploiement stratégique et rechercher l'hégémonie dans l'Asie du Sud-Est et la région du Pacifique. Voilà la base qui a permis aux deux pays d'établir rapidement leur alliance et de nouer des liens de complicité. A cette fin, l'Union soviétique a non seulement conclu avec le Viet Nam un prétendu traité d'amitié, qui est

essentiellement une alliance militaire, et fourni au Viet Nam de grandes quantités d'armes et munitions pour son agression contre le Kampuchea, mais elle a également essayé de forcer les membres du Pacte de Varsovie à aider à leur tour le Viet Nam et à étendre les obligations des membres du Pacte de l'Europe à l'Asie. Tout le monde sait que le socio-impérialisme soviétique est le grand patron dans les coulisses et le commandant de la guerre d'agression lancée contre le Kampuchea par les autorités réactionnaires du Viet Nam. On peut constater que la guerre soviéto-vietnamienne d'agression menée actuellement contre le Kampuchea est semblable à l'incident tchécoslovaque de 1968 sur certains points fondamentaux.

22. L'agression actuelle à grande échelle lancée contre le Kampuchea par le Viet Nam, loin d'être accidentelle, est une composante importante de la stratégie mondiale de l'hégémonisme de grande puissance. Si son ambition d'annexer le Kampuchea se réalise, non seulement les peuples d'Indochine seront réduits à l'esclavage et une menace soviétique directe pèsera sur tous les pays de l'Asie du Sud-Est, mais l'Union soviétique pourra effectuer la soudure entre sa tentative d'hégémonie dans le Pacifique et sa poussée dans l'océan Indien, créant ainsi un grave danger pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région de l'Asie et du Pacifique et du monde entier. Le présent incident montre aussi que le socio-impérialisme soviétique est non seulement l'ennemi acharné du peuple kampuchéen mais aussi l'ennemi numéro un des peuples de l'Asie du Sud-Est, du mouvement non aligné, des peuples du monde entier et de la paix et de la sécurité internationales. Tous les pays et les peuples qui chérissent la paix et la sécurité internationales de même que leur indépendance nationale et leur intégrité territoriale obtiendront sans aucun doute une perspective plus vaste et s'uniront mieux encore pour former le plus large des fronts unis afin de lutter contre l'hégémonisme mondial soviétique et l'hégémonisme régional du Viet Nam, celui-ci soutenu par celui-là.

23. A l'heure actuelle, tous les soldats et tout le peuple kampuchéens, serrant les rangs autour du Gouvernement du Kampuchea démocratique, mènent une lutte héroïque et tenace pour défendre leur indépendance nationale, leur souveraineté et leur intégrité territoriale contre leur ennemi commun : les agresseurs vietnamiens. La juste lutte du peuple kampuchéen est un élément important de la juste lutte des pays non alignés et autres pays du tiers monde ainsi que de tous les pays et peuples qui chérissent leur propre indépendance et leur propre sécurité et s'opposent à la domination et à l'hégémonie étrangères et à l'agression extérieure en vue de l'acquisition de territoires et défendent leur indépendance nationale et la paix et la sécurité internationales. Cette lutte reçoit donc la sympathie et le soutien de tous les pays et peuples d'Asie et du monde qui défendent la justice. Pour difficile que soit la situation actuelle pour le peuple kampuchéen, nous avons en lui la confiance la plus grande et nous l'appuyons dans ses efforts pour mener jusqu'au bout sa guerre sacrée de légitime défense nationale. Les envahisseurs vietnamiens, soutenus par le socio-impérialisme soviétique, peuvent croire qu'en s'emparant de Phnom Penh ils ont réalisé leur grand dessein d'annexer le Kampuchea. Mais il est trop tôt pour qu'ils

puissent se réjouir. Beaucoup de faits historiques ont prouvé que le jour de l'ascendant d'un agresseur est le commencement de sa défaite. Comme on dit en français : "Rira bien qui rira le dernier". La voie qu'ils ont choisie est précisément la voie d'Hitler et de Lon Nol. Ce qui les attend est assurément la plus honteuse des défaites.

24. M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La délégation de l'Union soviétique a voté contre le projet de résolution contenu dans le document S/13027 et voudrait présenter certaines considérations pour compléter ce qu'elle a dit auparavant.

25. La délégation soviétique, de prime abord, a souligné la nature artificielle et injustifiée du débat sur la situation au Kampuchea au Conseil de sécurité. Le sens véritable de l'inscription de cette question consistait à camoufler les crimes du régime de Pol Pot et à tenter de le sauver de l'effondrement qui l'attendait. Il s'agissait donc, en fait, d'agir contre la Charte des Nations Unies et de pousser le Conseil à s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea en dépit des intérêts réels du peuple kampuchéen. Il y avait encore moins de raison d'examiner la question puisque la clique criminelle de Pol Pot, qui s'était maintenue au pouvoir par la terreur et avec le soutien de l'étranger, s'est écroulée sous le poids des crimes qu'elle avait commis et à la suite du soulèvement du peuple tout entier. Un gouvernement légitime a été établi, le Conseil populaire révolutionnaire, qui jouit de l'appui total du peuple kampuchéen et a été très largement reconnu sur la scène internationale. Ainsi, le peuple kampuchéen a pris sa destinée en main et toute tentative faite pour l'en empêcher est en contradiction avec les principes fondamentaux de la Charte.

26. Etant donné que, sur les instances de la plupart des membres du Conseil, la question concernant le Kampuchea a quand même été inscrite à l'ordre du jour, il était du devoir du Conseil d'inviter à participer à ce débat les représentants authentiques du pays, c'est-à-dire les représentants du Conseil populaire révolutionnaire de la République populaire du Kampuchea, d'autant plus que de nombreuses délégations ont déclaré qu'elles ne disposaient pas de renseignements dignes de foi sur la situation réelle au Kampuchea. Ayant refusé d'entendre les représentants véritables du Kampuchea, le Conseil, très naturellement, n'était pas en mesure d'élaborer une décision qui exprimerait de manière objective la situation actuelle au Kampuchea et ne la déformerait pas. Pour ces raisons, l'Union soviétique s'est vue contrainte de voter contre le projet de résolution soumis à l'examen du Conseil.

27. En même temps, la délégation soviétique juge nécessaire de noter que la discussion qui s'est instaurée au Conseil a été exploitée pour toutes sortes d'attaques calomnieuses et d'inventions à caractère de provocation. Le caractère absurde de ces attaques et de ces inventions était si évident que la délégation chinoise n'a même pas osé faire mettre aux voix le projet de résolution qu'elle avait fabriqué, comprenant fort bien qu'il ne pouvait pas recevoir l'appui des membres du Conseil. Le dépôt de ce projet témoignait uniquement de l'intention de détourner l'attention du Conseil de la cause réelle de la tension qui règne en

Asie du Sud-Est et dans l'Asie tout entière et qui est en fait la politique d'expansionnisme et d'hégémonisme de grande puissance de la Chine. La clique de Pol Pot qui a été renversée était l'instrument de cette politique.

28. Dans les interventions faites par de nombreux représentants ces derniers jours au Conseil, la nature dangereuse pour la paix mondiale de la politique étrangère de Pékin a été révélée. Je pense que c'est en cela que l'on peut trouver une certaine utilité à la discussion qui a eu lieu au Conseil.

29. Je voudrais ajouter ceci. La dernière intervention du représentant de la Chine contenait, comme d'habitude, toute une série d'inventions diffamatoires, et nous n'avons pas l'intention de nous lancer dans une polémique avec lui. Cependant, cette déclaration est une confirmation de plus de la nature expansionniste et subversive de la politique suivie par la Chine en Asie du Sud-Est, et nous croyons nécessaire de le signaler. On peut comprendre pourquoi le représentant de la Chine vient prendre la défense du régime Pol Pot-Ieng Sary renversé par le peuple kampuchéen. La situation qui existait au Kampuchea n'avait rien d'original; elle n'était pas née sur le sol de ce pays. Il s'agissait d'un modèle chinois importé de structure politique. Les exterminations massives de citoyens au Kampuchea étaient la "révolution culturelle" chinoise dans sa variante kampuchéenne. Maintenant, le peuple du Kampuchea a mis un terme à cette expérience en ouvrant la voie de la démocratie, de la paix et d'une indépendance authentique du pays.

30. Apparemment, Pékin a tout essayé pour empêcher la chute du régime fantoche de Pol Pot, mais ni ses efforts, ni les dizaines de milliers de membres du personnel militaire ou autre, ni les fournitures d'armes et autres formes d'assistance n'ont pu maintenir au pouvoir cette clique criminelle. Plus les représentants de la Chine défendent le régime Pol Pot-Ieng Sary, plus ils s'associent aux actes barbares que ce régime a perpétrés.

31. On a affirmé ici que les événements actuels au Kampuchea constituaient un danger pour les voisins de ce pays. Si l'on veut parler de danger, ce danger provient des visées hégémonistes de grande puissance des dirigeants chinois, qui, chacun le sait, par l'intermédiaire de leurs agents dans les Etats de la région, poursuivent une campagne active contre les gouvernements existants afin de les remplacer par des régimes qui conviennent à Pékin et de mettre en pratique les idées du maoïsme.

32. Que signifie la mise en pratique de ces objectifs ? Nous l'avons vu très clairement par l'expérience tragique qu'a connue le peuple du Kampuchea sous le régime de Pol Pot. C'est un danger qui, lui, existe véritablement, et c'est lui précisément qu'il faut avoir à l'esprit afin que les peuples des autres pays n'aient pas à payer le même prix pour leur liberté et leur indépendance.

33. Chacun sait que la Chine a des prétentions territoriales à peu près à l'égard de tous les Etats frontaliers. Il y a un obstacle important à la réalisation de ces plans hégémonistes en Asie du Sud-Est et en Asie en générale : c'est la République socialiste du Viet Nam. Un Viet Nam libre et indépendant est, pour Pékin, un obstacle à

l'expansionnisme chinois. Voilà précisément pourquoi la politique actuelle de la Chine a un caractère antivietnamien très net. Voilà précisément pourquoi, ces dernières années, le Viet Nam a été l'objet de provocations incessantes.

34. Les dirigeants de Pékin intensifient leur pression sur la République socialiste du Viet Nam. La frontière vietnamienne connaît la présence de forces chinoises. On y a expédié de grandes quantités d'armements et de techniques militaires modernes. En même temps, la partie chinoise provoque des incidents de frontière sans cesse renouvelés, envoie des éléments de subversion en territoire vietnamien et expédie des navires de guerre dans des eaux territoriales du Viet Nam. Les provocations de Pékin contre le Viet Nam socialiste prennent un caractère de plus en plus dangereux. Violant la souveraineté du Viet Nam, la partie chinoise provoque des incidents avec effusions de sang. Les actes de provocation de Pékin contre le Viet Nam s'accompagnent d'une campagne virulente de diffamation antivietnamienne dont le but est de préparer le terrain à de nouveaux actes hostiles à l'encontre de ce pays. Par leurs agissements, les dirigeants de Pékin dévoilent leur vrai visage. Il n'est pas difficile d'imaginer la situation qui existerait dans la région pour les autres pays d'Asie s'il n'y avait pas l'obstacle que représente le Viet Nam, qui se dresse avec fermeté pour consolider la paix et la sécurité internationales et les défendre contre l'hégémonisme et l'expansionnisme.

35. Encore une observation. Le représentant de la Chine a dit toutes sortes d'absurdités sur la politique de l'Union soviétique. Il n'a cessé de viser Moscou. En écoutant ses déclarations, il nous a d'abord été difficile de comprendre qui parlait au Conseil : le représentant de la Chine ou un autre monsieur qui y a pris la parole et y a de cela quelques mois. A ce moment-là, le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, M. Botha, manifestait autant de haine en parlant de l'aide que l'Union soviétique accorde aux pays africains et aux mouvements de libération nationale qui luttent légitimement pour se libérer du joug colonialiste, du racisme, de l'injustice sociale et qui luttent aussi pour leur liberté et pour le droit de décider eux-mêmes de leur propre destin, en pleine conformité avec les appels et les décisions de l'Assemblée générale. Nous avons dit à ce moment-là que nous étions fiers de ce que notre aide aux patriotes qui poursuivent leur lutte de libération nationale provoquaient l'ire des racistes. Cela veut dire qu'elle est efficace et répond bien à l'objectif visé. Le fait que le représentant de la Chine intervient ici en partant des mêmes positions que les racistes d'Afrique du Sud ne saurait certes échapper à l'attention des représentants des autres pays en développement, qui doivent réfléchir au danger que représente pour les peuples la politique de Pékin, politique que celui-ci a manifestement l'intention de poursuivre dans d'autres parties du monde.

36. La victoire du peuple kampuchéen dans sa lutte contre la dictature sanglante qu'il a connue ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du Kampuchea, une ère d'indépendance authentique et de développement libre. Le peuple kampuchéen a déjà entamé la réalisation du programme proclamé par le Front uni de salut national pour l'édification d'un Etat pacifique, indépendant et non aligné. La victoire des forces du patriotisme kampuchéen ouvre des

perspectives nouvelles et prometteuses pour le renforcement de la paix dans la péninsule indochinoise, et ce sans ingérence extérieure, conformément aux aspirations nationales des peuples de la région. Il ne fait pas de doute que la République populaire du Kampuchea viendra bientôt occuper sa digne place dans la communauté internationale et jouera un rôle utile dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

37. M. HULINSKÝ (Tchécoslovaquie) [*interprétation du russe*] : La délégation tchécoslovaque, dès le commencement du débat actuel, s'est élevée contre les tentatives visant à internationaliser le conflit interne du Kampuchea, que le Conseil n'est pas habilité à examiner. Etant donné que le Conseil a malgré tout entamé cette discussion, qui dure depuis quelques jours déjà, il devait faire écho à la demande du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea et entendre son représentant, comme nous l'avons dit plus d'une fois. Seuls sont habilités à représenter la population du Kampuchea au Conseil les représentants désignés par le nouveau gouvernement, le Conseil populaire révolutionnaire, qui, avec le soutien de la population, exerce effectivement le pouvoir dans le pays.

38. Nous déplorons fortement que le Conseil, agissant avec précipitation, ait traité la question de manière injuste, se privant de la possibilité de connaître le véritable état de choses. Les renseignements qui parviennent du Kampuchea montrent de manière convaincante que le Front uni pour le salut national du Kampuchea et les organes locaux exercent le pouvoir avec l'appui total de la population. Le pouvoir est actuellement exercé au Kampuchea par un gouvernement composé des forces patriotiques du pays. Les tout premiers documents et les toutes premières mesures adoptés par le Front uni témoignent de sa nature démocratique, progressiste et populaire.

39. Le Front uni a complètement abandonné la pratique dictatoriale de Pol Pot et Ieng Sary. Par conséquent, les organes administratifs et législatifs du régime réactionnaire renversé ont été remplacés par des organes populaires d'autogouvernement qui, dès le début, ont accordé l'attention voulue aux besoins réels du peuple kampuchéen, c'est-à-dire faire renaître la vie économique du pays, améliorer la santé et relever le niveau de vie de la population, renouveler la structure de l'enseignement et, sur le plan politique, rétablir avant tout les droits démocratiques et politiques du peuple. Le nouveau gouvernement respecte et protège les traditions historiques, religieuses et nationales du Kampuchea.

40. Donnant son orientation à la politique étrangère du Front uni pour le salut national, des mesures ont été prises qui ont certes un effet positif. Le Kampuchea fait partie des États démocratiques non alignés qui ont emprunté la voie du socialisme. Le programme du Front uni victorieux et les premières mesures destinées à en assurer l'application pratique montrent de la manière la plus convaincante qui détient véritablement le pouvoir dans le pays et à qui va l'appui de la population. Le fait que le seul représentant authentique du peuple kampuchéen est le Front uni a été fermement confirmé.

41. La déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, en date du 14 janvier, concernant les réunions actuelles du Conseil de sécurité, publiée dans le document S/13029, indique ce qui suit :

“Le Conseil populaire révolutionnaire de la République populaire du Kampuchea est le seul représentant légal et authentique du peuple du Kampuchea.

“La clique Pol Pot-Ieng Sary a été renversée par le peuple du Kampuchea; elle ne représente donc personne et n'a pas le droit de déclarer quoi que ce soit, devant quelque assemblée que ce soit, au nom du Kampuchea.

“Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea réfute complètement et résolument toutes les affirmations faites lors de la réunion du Conseil de sécurité qui visent à déformer la vérité et à calomnier les peuples du Kampuchea et du Viet Nam, et il considère comme fausses et non valables toutes les conclusions de cette réunion.”

Soutenant la position du Gouvernement du Kampuchea, ma délégation n'a pu appuyer le projet de résolution contenu dans le document S/13027 et a voté contre ce texte.

42. Qu'il me soit enfin permis de faire encore quelques brèves observations concernant l'intervention de M. Chen Chu. Au cours des consultations préliminaires, j'avais déjà répondu aux attaques du représentant de la Chine contre la Tchécoslovaquie. Je lui avais dit de laisser à mon gouvernement le soin de régler les questions concernant mon pays. Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque a toujours estimé que les problèmes afférents à la crise en Tchécoslovaquie avaient été surmontés depuis longtemps avec succès et que ces problèmes, sous tous leurs aspects, relevaient des affaires internes de mon pays. J'ajouterai à cela aujourd'hui que les tentatives des représentants chinois en vue de s'ingérer dans nos affaires intérieures et de dresser mon pays contre ses alliés sont vaines. Même s'ils estiment avoir connu ailleurs quelques succès éphémères dans ce sens, leurs tentatives à l'égard de la République socialiste tchécoslovaque demeureront stériles.

43. M. BISHARA (Koweït) [*interprétation de l'anglais*] : A la fin de ce débat, je voudrais faire la déclaration ci-après.

44. En tout premier lieu, je tiens à vous féliciter sincèrement, monsieur le Président, et à vous dire notre admiration pour la façon dont vous avez présidé cette discussion très difficile et fort épineuse.

45. En second lieu, je voudrais dire qu'aujourd'hui les membres non alignés du Conseil de sécurité devraient exprimer leur fierté et leur regret. Sans en dire davantage quant à la conclusion du débat, je tiens à affirmer que les membres non alignés du Conseil ont déjà démontré leur solidarité, leur position de principe et leur dévouement aux principes inscrits dans la Charte et à ceux de la philosophie du mouvement non aligné. Ils ont toute raison aujourd'hui de se réjouir dans la fierté et dans la joie, sachant qu'ils ont travaillé en vue d'atteindre un but. Je leur rends hommage. Et je salue l'esprit dans lequel ils ont travaillé avec moi



pendant ces quatre ou cinq derniers jours que nous avons passés ensemble à mettre au point un projet de résolution. Je rends hommage à tous les membres du mouvement non aligné. Je salue leur esprit, leur dévouement et la façon dont ils ont mis en valeur la philosophie du mouvement non aligné qu'ils représentent expressément. Je les remercie.

46. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je suis très reconnaissant au représentant du Koweït de ses aimables paroles. Parlant quelques instants en ma qualité de représentant de la JAMAÏQUE, je voudrais également le remercier — et je crois me faire le porte-parole des autres — de l'énorme travail qu'il a accompli en contribuant aux efforts déployés par le Conseil en la matière et de ce qu'il a fait, en tant que membre du mouvement non aligné, pour tenter de mettre le Conseil en mesure de parvenir à une décision convenable à propos de cette question très difficile.

47. Le représentant du Kampuchea démocratique a demandé à faire une déclaration et je lui donne la parole.

48. M. THIOUNN PRASITH (Kampuchea démocratique) : Tout d'abord, qu'il soit permis à la délégation du Kampuchea démocratique, au terme de ce débat du Conseil de sécurité sur l'agression et l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique, de vous rendre, monsieur le Président, un hommage sincère pour avoir dirigé les travaux du Conseil avec une remarquable sagesse et une grande expérience. Ces qualités, vous les avez puisées dans le noble idéal de justice, dans les principes du non-alignement et dans ceux de la Charte des Nations Unies, auxquels est fermement attaché votre grand pays, la Jamaïque amie. C'est cet attachement qui a permis de mettre en échec toutes les manœuvres dilatoires, tous les sophismes, men songes, calomnies et insultes de l'Union soviétique, complice et instigatrice de l'agression contre mon pays et des massacres de mon peuple perpétrés par le Viet Nam.

49. La délégation du Kampuchea démocratique voudrait également rendre un profond hommage à tous les autres pays non alignés faisant partie du Conseil de sécurité. L'unité d'action manifestée par toutes leurs délégations tout au long de ce débat a démontré la vitalité qui caractérise le mouvement non aligné en tant que force indépendante située en dehors des blocs. Elle est également une manifestation de la solidarité des pays non alignés face à la violation caractérisée et à la trahison flagrante des fondements politiques et des principes du non-alignement par le Viet Nam, qui a usurpé l'épithète de "non aligné" pour saper le mouvement de l'intérieur et servir son ambition expansionniste et annexionniste régionale.

50. Le sens élevé des responsabilités envers la défense et la préservation des nobles principes du non-alignement qu'ont manifesté les représentants du Koweït, du Bangladesh, de la Jamaïque, du Gabon, du Nigéria, de la Zambie et de la Bolivie, ainsi que les autres représentants de véritables pays non alignés qui ont pris la parole ici pour notre juste cause, est une preuve de la détermination des pays non alignés de défendre coûte que coûte la paix, l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le droit de chaque peuple de décider de sa propre destinée

contre tout acte d'agression, d'expansion et d'annexion perpétré par le Viet Nam, l'Union soviétique et leurs complices.

51. Ma délégation voudrait également rendre un profond hommage aux Etats-Unis d'Amérique, à la France, à la Norvège, au Portugal et au Royaume-Uni, qui ont manifesté leur profonde sympathie pour la lutte du peuple du Kampuchea, leur condamnation de l'agression et de l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique et leur soutien à un Kampuchea démocratique indépendant et souverain dans son intégrité territoriale.

52. Enfin, ma délégation tient à rendre un hommage particulier et à exprimer ses profonds et sincères remerciements à la République populaire de Chine amie qui, au cours de ce débat du Conseil de sécurité comme partout ailleurs, a toujours manifesté sa solidarité active à la juste cause du Kampuchea démocratique et de son peuple, sur la base du strict respect mutuel, de l'égalité et de la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures.

53. Par ailleurs, tant au cours de ce débat qu'en dehors de cette salle, nos voisins dans le Sud-Est asiatique — dont les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est — et en Asie, les pays non alignés et les pays épris de paix et de justice d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Océanie ont dénoncé et condamné vigoureusement l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique et ont exprimé leur soutien à la cause de la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique. Ils ont exigé le retrait immédiat des troupes vietnamiennes d'occupation du Kampuchea démocratique et exigé du Viet Nam qu'il respecte l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique et le droit du peuple kampuchéen de décider lui-même de sa propre destinée.

54. Les débats au sein du Conseil ainsi que le vote qui vient d'avoir lieu ont démontré clairement que le Gouvernement du Kampuchea démocratique, dont j'ai l'honneur d'être le représentant, est le seul gouvernement légal et légitime du Kampuchea. Ils ont montré également que le Viet Nam est l'agresseur et l'envahisseur du Kampuchea et qu'il est en train de semer la dévastation dans mon pays et la mort au sein de mon peuple, au mépris des principes les plus élémentaires de la Charte des Nations Unies et du droit international, au mépris de la condamnation unanime des peuples des pays épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde, en violation monstrueuse des droits sacrés les plus élémentaires des Etats.

55. Le veto, prévisible et prévu, de la grande puissance expansionniste soviétique n'empêche pas la condamnation de l'agression du Viet Nam contre le Kampuchea démocratique. Au contraire, ce veto ne fait que confirmer une fois de plus la nature agressive, expansionniste, belliciste, perfide et féroce de l'Union soviétique. L'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique et ce veto soviétique font ressortir, au-delà de la question de l'existence du Kampuchea démocratique en tant que pays indépendant, souverain, pacifique, neutre et non aligné, la réelle menace que font peser la politique expansionniste

régionale du Viet Nam et la politique agressive et expansionniste globale de l'Union soviétique sur tous les peuples et pays du monde — et notamment sur les peuples des petits pays de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie et du monde.

56. Le veto soviétique n'est que la manifestation flagrante de l'isolement de l'Union soviétique, du Viet Nam et de leurs complices, face à la condamnation unanime de tous les pays épris de paix et d'indépendance Membres de l'ONU. Les débats du Conseil de sécurité constituent un encouragement à la lutte résolue que sont en train de mener notre peuple et notre armée révolutionnaire sous la direction de son gouvernement légal présidé par le premier ministre Pol Pot. Ces débats constituent pour nous un précieux soutien moral, politique et diplomatique. A tous les pays membres du Conseil qui ont bien voulu apporter leur voix pour soutenir la juste cause du peuple du Kampuchea et du Gouvernement du Kampuchea démocratique et à tous les pays dont les représentants ont bien voulu intervenir ici en faveur de cette juste lutte et condamner l'agression fasciste vietnamienne, la délégation du Kampuchea démocratique adresse sa profonde et sincère gratitude. Le peuple du Kampuchea et le Gouvernement du Kampuchea démocratique n'oublieront jamais cet acte de justice qu'ils ont bien voulu prendre au moment le plus difficile de l'histoire du Kampuchea.

57. Les combats que mènent le peuple du Kampuchea et son armée, sous la direction du Gouvernement du Kampuchea démocratique, contre l'agression et l'invasion vietnamiennes se poursuivent et s'intensifient. Le 11 janvier, le Gouvernement du Kampuchea démocratique a fait une déclaration importante que j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Conseil :

[L'orateur donne lecture de l'annexe au document S/13032.]

58. C'est dans cette détermination et cette conviction que la délégation du Kampuchea démocratique continuera à espérer que tous les pays amis des cinq continents, le Conseil de sécurité et l'ONU poursuivront leur aide et soutien à la juste lutte du peuple du Kampuchea pour défendre et préserver le Kampuchea indépendant, souverain, neutre et non aligné dans son intégrité territoriale. C'est dans ces sentiments que je vous remercie pour votre aimable attention et votre sollicitude.

59. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant de Cuba a demandé à exercer son droit de réponse. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil pour faire sa déclaration.

60. M. ROA KOURI (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Conseil, de me donner l'occasion d'exercer mon droit de réponse.

61. Le représentant de la bande en place — je ne sais pas encore s'il s'agit de celle de Hua Kuo-feng ou de Teng Hsiao-ping car je n'ai pas lu les derniers *dazibao* — prétend attaquer la révolution cubaine. Il y a quelques jours, il a dit que les interventions de Cuba, de l'Union soviétique et du Viet Nam au Conseil avaient le même ton. Il l'a répété

aujourd'hui. Je me réjouis de sa perspicacité. En effet, nos peuples, nos partis et nos gouvernements parlent le même langage révolutionnaire; ils ont la même idéologie marxiste-léniniste; ils défendent les mêmes principes internationalistes. Nous n'avons pas mené le beau navire de la révolution sociale au port des impérialistes, dans la baie misérable de la trahison du mouvement communiste international, comme l'a fait le Grand Timonier.

62. Il est inutile que je défende la révolution cubaine de la série de sottises dont nous a régalez le représentant des nouveaux mandarins au Conseil de sécurité. Comme cadeau de Nouvel An, c'est peu digne des somptueux banquets du "Palais du peuple" sur la place Tien An Men et, en tant que preuve idéologique, cela reflète une indigence intellectuelle qui ferait perdre la face à son maître, Confucius.

63. Sa diatribe contre Cuba ne s'appuyant sur rien, le représentant des nouveaux mandarins prétend que nous agissons pour le compte de l'Union soviétique. Habités au rapport hégémonique que maintient leur pays avec leurs amis, ils sont incapables de comprendre le lien fraternel entre égaux qui existe entre Cuba et la patrie de Vladimir Ilitch Lénine. Là encore ils imitent leurs alliés impérialistes. Il se trouve que les uns et les autres sont gênés parce qu'un petit pays comme le mien leur a fait mordre la poussière de la défaite en Angola et en Ethiopie, avec les forces et les peuples armés révolutionnaires des deux nations sœurs.

64. Les nouveaux mandarins sont allégrement devenus le cheval de Troie flamboyant des impérialistes et des réactionnaires. Ce qu'ils n'utilisent pas dans leur propagande antisocialiste et antisoviétique, ils le proclament dans Hsinhua et *Renmin Ribao*. Ils exigent avec une rare ardeur — étant donné qu'ils ne réclament pas les enclaves coloniales étrangères dans leur propre patrie ni même à Taiwan — que l'on renforce la présence nord-américaine dans l'océan Pacifique, que l'on augmente démesurément le pouvoir militaire de l'OTAN pour le braquer contre les pays socialistes européens, que l'on prolonge indéfiniment le blocus économique contre Cuba et que l'on maintienne — contre la volonté expresse de notre peuple et de notre gouvernement — la base maritime nord-américaine de Guantánamo, que l'on chante les louanges du gouvernement criminel de Pinochet, devenu leur "intime camarade d'armes", et de leurs alliés de l'*apartheid* dans leur agression contre la République populaire d'Angola. Enfin, ils veulent être reconnus comme l'archigendarme mondial, comme le meilleur allié de l'impérialisme, comme personnes de confiance pour tout ce qui vise à maintenir l'exploitation, le colonialisme, l'hégémonisme, le racisme et l'*apartheid*. Nous n'éprouvons aucune difficulté à reconnaître leurs mérites dans ces domaines. C'est la manie de petit-bourgeois du "grand soleil qui illumine les cœurs" qui les a conduits à cette ruine morale. A chacun son goût.

65. Pour ce qui est de Cuba, que les héritiers du Grand Timonier sachent que nous ne dérogerons pas dans nos principes, que nous ne trahisons pas la cause sacrée de l'internationalisme prolétaire, que nous ne sommes pas du tout découragés par la technologie et les ressources financières du capitalisme et que, bien que nous n'aspirions pas

comme eux à nous convertir en une grande puissance mondiale au tournant du siècle, nous possédons une puissance morale irréductible qui n'a jamais été mise aux enchères.

66. Notre révolution ira de l'avant, quels que soient les écueils et les menaces de l'impérialisme et de ses nouveaux alliés. Nous sommes fiers d'avoir construit la première société socialiste de l'hémisphère occidental, à 150 kilomètres de la puissance impérialiste la plus puissante de notre temps. Nous ressentons une satisfaction profonde et légitime devant l'apport modeste de nos combattants internationalistes, de nos médecins, de nos enseignants et de nos techniciens au développement de divers pays frères. Nous continuerons à lutter inlassablement pour le renforcement de la paix et du socialisme, contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le chauvinisme, l'opportunisme, et pour le progrès acharné des idées victorieuses du socialisme scientifique dans le monde entier.

67. Je voudrais parler maintenant des observations comiques faites par le représentant du Royaume-Uni. Je pense qu'en tant que compatriote de Bernard Shaw il se sent irrésistiblement attiré à cultiver l'humour. Après la séance, ses collègues l'auront certainement félicité et, d'une façon très britannique, lui auront susurré "*Good show*".

68. Mais parlons sérieusement. Je n'ai pas cru un seul instant que l'ambassadeur Richard pouvait croire que Cuba aurait parrainé un projet de résolution présenté par le Royaume-Uni, et qui plus est dans le domaine des droits de l'homme. Au cours des 80 dernières années, le dossier de son pays en la matière a été, pour le moins ce qu'on puisse dire, peu édifiant. On peut se demander ce qu'en pense le peuple chinois lui-même, à qui il a imposé la "guerre de l'opium" et qui plus d'une fois a été humilié par la puissante marine royale d'alors, ou tout autre pays colonisé par l'Angleterre. Sans aller plus loin, il ne passe guère de jours sans que la presse fasse état de la discrimination dont souffrent les citoyens non blancs du Commonwealth britannique à Londres même.

69. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il soupçonnait les motifs de mon pays — qui n'est certainement pas responsable du fait que le régime d'Ian Smith existe toujours en Rhodésie — en condamnant la clique Pol Pot-Ieng Sary. Honni soit qui mal y pense ! En réalité, ses soupçons sont dénués de fondement. Nous ne nous adonnons pas, comme certains, à la démagogie politique. Nous n'avons pas non plus d'investissements à Pretoria, et nous ne soutenons en aucune façon l'*apartheid*. Bien au contraire, nous avons proposé, à diverses occasions, que l'on applique les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte à l'Afrique du Sud de Vorster et de Botha, occupante

illégal de la Namibie. Jusqu'à présent, et c'est une ironie, la délégation du Royaume-Uni n'a pas souscrit à cette juste réclamation.

70. Par conséquent, lorsque l'ambassadeur Richard, sur un ton goguenard, nous offre généreusement une place dans le ciel, je rappelle la question que le chef indigène Hatuey — premier martyr de l'indépendance de Cuba — posa au frère espagnol qui lui avait offert la même chose quelques instants avant qu'il ne soit brûlé vif : "Est-ce que les conquistadors vont au ciel ?" Lorsque le curé lui répondit par l'affirmative, Hatuey rétorqua : "Alors, moi, je ne veux pas y aller."

71. Enfin, je me vois dans l'obligation d'apporter une petite correction amicale à mon collègue, l'ambassadeur Bishara du Koweït. Ce matin, lorsqu'il a présenté le projet de résolution, je l'ai entendu le qualifier de projet non aligné. En réalité, ce projet émanait de divers pays appartenant au mouvement et d'un observateur, la Bolivie. Ni le Bureau de coordination ni aucune autre instance du mouvement n'ont approuvé ce texte ou conféré un mandat quelconque à ces pays pour le présenter en leur nom. Bien que je ne doute pas des bonnes intentions des auteurs du projet, j'apporte cette précision car, en tant que pays non aligné, Cuba estime que son point de vue n'apparaît pas dans le projet. Selon nous, le Conseil ne peut adopter aucune décision de fond sur la question sans avoir entendu les représentants légitimes de la République populaire du Kampuchea, à savoir le Conseil populaire révolutionnaire présidé par Heng Samrin.

72. M. BISHARA (Koweït) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais corriger un malentendu dans la déclaration de mon ami, l'ambassadeur Roa Kouri de Cuba. Le projet de résolution que j'ai présenté au nom des auteurs émanait des membres non alignés du Conseil de sécurité et non des 86 membres qui constituent le Groupe des non-alignés. Il n'émanait pas non plus du Bureau de coordination des non-alignés; seuls figurent dans le projet de résolution les noms des pays non alignés membres du Conseil. C'est une pratique du Conseil que ses membres non alignés fassent un effort conjoint, individuel ou sur une base régionale, selon le cas, pour présenter des projets de résolution au nom des membres non alignés du Conseil.

73. Cette précision est destinée au procès verbal.

74. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits. Le Conseil de sécurité a ainsi terminé le stade actuel de l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

*La séance est levée à 17 h 45.*

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---